Grain de Sable n° 554

7 juin 2006

POUR LES SERVICES PUBLICS, REUSSIR LE 10 JUIN

1.- POUR LES SERVICES PUBLICS, REUSSIR LE 10 JUIN
Il nous reste quelques jours pour assurer le succès de la journée nationale d'action décentralisée du samedi 10 juin pour les services publics, dont l'initiative revient à la Fédération Convergences-services publics.
Communiqué du Bureau d'Attac France : http://www.france.attac.org/a6429

2.- DES DROITS POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS !
Emmaüs International se mobilise pour que la France signe et ratifie la Convention de l'ONU sur les Droits de Tous les Travailleurs Migrants (et des membres de leur famille). Un texte fondamental pour l'avancée des Droits de l'Homme sur la planète.
Pour ce faire, nous lançons une grande pétition sur internet.
Pour en savoir plus à ce sujet et signer notre pétition, rendez-vous vite à l'adresse suivante : http://www.emmaus-international.org/fr/petition/petition.

3.- POURQUOI L'EUROPE DEVRAIT REJETER LE CAPITALISME DE MARCHE DES USA.
Le spectre du "capitalisme de Marché" anglo-américain a été à la base des manifestations des étudiants en mars et avril, et avait déja motivé le rejet populaire de la constiturion européenne en France il y a un an. Les élections qui viennent de confirmer une fragile coalition de Centre-gauche en Italie ainsi que les récents conflits sociaux dans l'industrie allemande s'accompagnent de la même question : comment remodeler les économies nationales ou doit-on même les remodeler ?.
Par William Pfaff (Publié dans l'International Herald Tribune des 29 et 30 Avril 2006)
Traduction : Stan Gir et Anne De Moerlooze, traducteurs bénévoles de Coorditrad

1.- POUR LES SERVICES PUBLICS, REUSSIR LE 10 JUIN

Il nous reste quelques jours pour assurer le succès de la journée nationale d'action décentralisée du samedi 10 juin pour les services publics, dont l'initiative revient à la Fédération Convergences-services publics.

Attac est partie prenante à cette initiative, ainsi que de nombreux syndicats, partis, élus, associations, partenaires comme nous de la Fédération..

Tous les services publics sont menacés d'ouverture à la concurrence et/ou de privatisation pure et simple.Les résistances sont nombreuses, mais il est nécessaire de les faire converger vers une démarche assez forte pour tenir en échec leur démantèlement programmé.

La réussite de la journée d'action du samedi 10 juin pèsera donc dans la construction du rapport de forces indispensable pour y parvenir.

A ce jour, les informations sur la préparation de cette journée sont encourageantes : des initiatives sont annoncées dans près de 6à départements. Elles auront souvent des formes originales : caravanes de voitures, défilés s'arrêtant devant les différents services publics d'une ville, rassemblements avec pique-nique, etc.

A Paris, la Place de la République et ses abords (Bourse du Travail) verront se succèder toute la journée une série de débats et d'animations.

L'essentiel est de tenir les initiatives au plus près de la population et avec le maximum de visibilité, en veillant aux rassemblements les plus larges.
Il s'agit non seulement de défendre tous les services publics menacés, mais, en même temps, d'agir pour leur développement, leur extension à des secteurs où les besoins sont immenses (logement, emploi, petite enfance, personnes âgées, eau et assainissement...) et de les démocratiser.

La journée du 10 juin doit montrer publiquement et fortement que, loin d'être une charge à réduire et une survivance ringarde, les services publics sont des instruments décisifs d'égalité, de solidarité, d'aménagement du territoire, de création d'emplois stables, de développement économique, bref de modernité au bon sens du terme..

Il est encore temps de contacter nos partenaires pour augmenter le nombre d'initiatives de samedi. En tout état de cause, l'engagement des adhérents et des comités locaux d'Attac, auquel vous invite le Bureau national, va être décisif pour le succès de la journée.

Le Bureau d'Attac-France,
Montreuil, le 7 juin 2006
Communiqué du Bureau d'Attac France : http://www.france.attac.org/a6429

2.- DES DROITS POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS !

Emmaüs International se mobilise pour que la France signe et ratifie la Convention de l'ONU sur les Droits de Tous les Travailleurs Migrants (et des membres de leur famille). Un texte fondamental pour l'avancée des Droits de l'Homme sur la planète.

Pourquoi signer cette pétition ?
Les travailleurs migrants, légaux ou clandestins, sont avant tout des êtres humains. Le respect de leurs droits fondamentaux ne peut donc faire l'objet d'aucune négociation, et il doit être inhérent aux politiques d'immigration de tous les gouvernements.
Seule la ratification de cette Convention par tous les pays du monde permettra de lutter efficacement contre toutes les formes d'exploitation, de trafic et d'injustice dont sont aujourd'hui victimes des millions d'hommes et de femmes sur notre planète.
C'est pourquoi Emmaüs International a décidé de se mobiliser pour faire signer et ratifier cette Convention dans les différents pays du monde où il est présent, en commençant par la France, dans le cadre d'une coordination avec Emmaüs France, à l'occasion du Salon Emmaüs de Paris (dimanche 11 juin 2006). C'est le sens de la pétition que nous vous demandons de signer.

Historique et mise en application
La Convention relative aux droits des migrants a été adoptée par l'Assemblée des Nations Unies le 18 décembre 1990.
Ce n'est que le 1er juillet 2003 que la "Convention Internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille" est entrée en vigueur.

Pourquoi cette Convention est-elle importante ?
La Convention est un instrument juridique important pour la défense des droits humains puisqu'elle constitue, aujourd'hui, le traité international le plus complet (mais pas le seul) en matière des droits des migrants. Son principal objectif est de lutter contre l'exploitation et les violations des droits humains des migrants et de garantir l'égalité des droits entre travailleurs migrants et nationaux.
En effet, les droits fondamentaux des migrants sont trop facilement bafoués, notamment ceux qui ne relèvent pas de l'une des catégories garantissant généralement une protection juridique : réfugiés, étudiants... (auxquels la présente convention ne s'applique pas). La violation des droits des migrants contribue à accroître la fracture sociale et à la perte du respect de l'Etat de droit.
La Convention renforce l'impact d'autres textes existants et apporte une nouveauté stipulant :
- que les droits humains fondamentaux de tous les travailleurs migrants (réguliers ou sans papiers) doivent être respectés,
- le respect des droits des familles des migrants,
- la nécessité de la prise de mesures en faveur du regroupement familial

Concernant les victimes de trafics d'êtres humains, la Convention :
- vise à empêcher les conditions de vie et de travail inhumaines, les abus physiques et sexuels, les traitements dégradants ;
- garantit le droit des migrants à la liberté d'opinion, d'expression et de religion ;
- garantit à tous les travailleurs migrants une protection effective contre toute violence, dommage corporel, menace ou intimidation, de la part de fonctionnaires, de particuliers, de groupes ou d'institutions.

L'immigration : une réalité, pas un problème
Contrairement à une idée reçue, les flux migratoires contribuent positivement au développement des sociétés. Un phénomène complexe qui touche à l'économie mondiale, la démographie, la vie en société, l'histoire des pays et des continents…
Les migrants sont aujourd'hui près de 200 millions, soit près de 3% de la population mondiale.
Certains gouvernements, surtout ceux d'Europe (la Bosnie-Herzégovine est le seul pays européen à avoir ratifié la Convention), se préoccupent essentiellement de se protéger contre les migrants, parfois par des mesures d'expulsion sans la moindre considération pour l'être humain.

Où en est-on aujourd'hui ?
Aujourd'hui, la Convention est applicable dans les 34 pays l'ayant ratifiée. Détail important : parmi ces pays figurent essentiellement des pays d'émigration (Algérie, Burkina Faso, Mexique, Philippines…), mais aucun des grands pays d'immigration (Amérique du Nord et pays d'Europe, dont la France) où vivent près de 60% des migrants. 15 autres pays ont signé la Convention, ce qui veut dire qu'ils s'engagent à considérer sérieusement sa ratification.
Pour en savoir plus à ce sujet et signer notre pétition, rendez-vous vite à l'adresse suivante :
http://www.emmaus-international.org/fr/petition/petition.

3.- POURQUOI L'EUROPE DEVRAIT REJETER LE CAPITALISME DE MARCHE DES USA.

Le spectre du "capitalisme de Marché" anglo-américain a été à la base des manifestations des étudiants en mars et avril, et avait déja motivé le rejet populaire de la constiturion européenne en France il y a un an. Les élections qui viennent de confirmer une fragile coalition de Centre-gauche en Italie ainsi que les récents conflits sociaux dans l'industrie allemande s'accompagnent de la même question : comment remodeler les économies nationales ou doit-on même les remodeler ?. Les défenseurs du nouveau capitalisme modèle et du projet de mondialisation qui l'accompagne le présentent comme une nécessité historique, ayant ses racines dans le système économique classique et basé sur des lois irréfutables. Il s'agit tout simplement du progrès, disent-ils. Ceux qui ne se conforment pas aux règles du "Capitalisme de Marché Moderne" et ne lui offrent pas les sacrifices humains de pertes d'emplois et de baisse des conditions de vie que demande le Marché, tomberont dans le "bas-côté" de l'histoire.
C'est tout bonnement faux, en dépit du fait que ceux qui énoncent de tels aphorismes y croient indubitablement.
Le nouveau modèle anglo-américain de capitalisme de marché, à la base de la

dérégulation de l'industrie et de la privatisation des services publics dans les années 70 et de la mondialisation des marchés internationaux dans les années 90, ne doit son existence qu'à de libres décisions politiques et à des choix idéologiques qui étaient tout sauf inévitables. L'histoire, pourrait, un jour, les présenter comme ayant été des choix pervers et socialement destructifs.
Les deux influences majeures de ce "Nouveau Capitalisme" étaient de nature académique à l'origine et le troisième, fort improbablement, un cas d'égoïsme idéalisé.
La première influence fût la Théorie du Monétarisme économique qui, en principe, excluait toute considération sociale dans les décisions économico-politiques. La politique économique des gouvernements devait n'être seulement qu'une réponse à un seul facteur objectivement déterminable : la masse monétaire disponible.
Le résultat de cette nouvelle théorie fût de "dés-humaniser" la politique économique, précédemment considérée comme ayant des liens étroits avec les considérations politiques, comme cela était le cas avec la tradition "Keynesianne" que le "Monétarisme" récusait.
La deuxième influence était principalement politique, une réaction au Totalitarisme du 20ème siècle.

Le politologue et économiste autrichien Friedrich Hayek qui travaillait à Londres dans les années 30, commença par une critique de Keynes, mais par la suite élargit son argumentation jusqu'à présenter comme un principe que toute intervention de l'état dans la société, même dans le cadre d'une démocratie, ne pouvait mener qu'à la "Servitude" (dans "The Road to Serfdom" publié en 1944) .
L'intervention de l'état dans l'économie et la société menaçait la liberté de l'homme. Seul le libre marché garantissait efficacité économique et liberté humaine.
Hayek a eu une grande influence sur Margaret Thatcher.

La troisième influence était plutôt excentrique et importante aux USA. Il s'agissait de l'invention par une romancière russo-américaine, Ayn Raub, d'une "philosophie" de l'égoïsme héroïque et de la poursuite de l'intérêt personnel (contre le bas-peuple et les faibles) par des êtres supérieurs. Ses idées correspondaient aux aspirations d'étudiants influençables (Alan Greenspan était l'un d'entre-eux) et ces vues constituèrent une sorte de culte US des années 50 voire même une sorte de secte.

Voilà ce qui sous-tendait le changement de la culture d'entreprise américaine et du milieu des affaires US qui transforma une institution ayant une identité nationale et contrainte de ménager les intérêts des propriétaires, des employés et de la communauté en une société moderne mondialisée, effectivement contrôlée par ses dirigeants et vouée à un seul objectif : celui de produire des profits pour les actionnaires, tout en payant grassement bien entendu ses dirigeants.
Ce changement transforma le travail en un bien de consommation anonyme, mettant les travailleurs manuels, les employés et les cadres en concurrence avec une masse mondiale illimitée de personnel disponible (à moindre coût ndtr), avec pour résultats la précarité de l'emploi, une baisse ou tout du moins une stagnation des salaires, l'élimination ou la réduction des avantages sociaux et des retraites, accompagnées par la pression sociale destructrice de la diminution des conditions de vie.

Aux USA, le nouveau modèle de culture de l'entreprise a évolué vers une espèce de "capitalisme des copains", dans lequel les intérêts du business et du gouvernement sont étroitement liés de manière corrompue; le système résistant à toute réforme du fait de la dépendance financière à l'argent versé par les deux principaux partis politiques.
Bien que fréquement décrit comme un pas en avant vers le développement d'une économie internationale nouvelle, le système politico-économique vers lequel ont évolué les USA s'est avéré une régression de bien des aspects cruciaux et s'est montré inéfficace et abusif en matière d'intérêt public.
L'Europe devrait rechercher une évolution sociale et économique selon ses propres critères. Elle est parfaitement capable d'y arriver dans la mesure où elle est une société industrielle moderne qui est statistiquement plus grande et plus riche que les Etats-Unis, et aussi moins prisonnière d'une idéologie obsolète et moins retranchée derrière des intérêts spéciaux, malgré ses problèmes avec le corporatisme des syndicats.

A plus long terme, si les Européens choisissaient un tel projet au lieu de se conformer à la “sagesse” courante en matière d’économie mondialisée, cela servirait les intérêts
internationaux aussi bien que ceux de l’Union européenne. Cela pourrait même être utile aux USA dont le futur est maintenant menacé par les excès et erreurs économiques ainsi que par des ambitions politiques et militaires irréalisables.

Par William Pfaff (Publié dans l’International Herald Tribune des 29 et 30 Avril 2006)
Traduction : Stan Gir et Anne De Moerlooze, traducteurs bénévoles de Coorditrad